

Vincent Artuso

# La nation qui ne se voyait pas

## L'histoire de la nation luxembourgeoise revisitée

Le Luxembourg n'a pas conquis sa souveraineté, les grandes puissances du XIX<sup>e</sup> siècle la lui octroyèrent. Leur décision, en quelque sorte fortuite et potentiellement révocable, a longtemps pesé sur les élites politiques et intellectuelles du pays, qui ont cherché à compenser sa vulnérabilité extérieure par une adhésion intérieure, en soulignant le particularisme culturel d'un peuple luxembourgeois forgé par l'histoire. Cette approche culturaliste domine toujours les débats sur la nation. Si les courants historiographiques majeurs d'aujourd'hui adoptent une optique résolument post-nationale, cela ne s'est pas traduit au Luxembourg par une réfutation de la vision culturaliste de la nation, mais par sa désacralisation : le projet national n'était qu'une construction de l'esprit imposée d'en haut.

Les constructivistes s'inspirent en particulier de trois historiens britanniques : Eric Hobsbawm, Benedict Anderson et Ernest Gellner. Leur préférence semble toutefois aller à ce dernier, auquel on doit la formule lapidaire : « C'est le nationalisme qui crée les nations, et non pas le contraire. » En effet, selon Gellner, le nationalisme n'est qu'une idéologie servant à construire de toutes pièces des communautés factices. Benedict Anderson choisit en revanche de ne pas voir en lui un « isme » supplémentaire, comme le libéralisme ou le fascisme, mais une catégorie d'analyse anthropologique, à l'instar de « religion » ou de « féodalité ». Sur cette base, il forgea le concept de « communauté imaginée », en prenant soin de préciser qu'« imaginé » n'est pas « imaginaire ». « Imaginé » signifie que deux individus peuvent se reconnaître de la même communauté, bien qu'ils ne se soient jamais rencontrés. Vues de la sorte,

toutes les communautés qui excèdent la taille du village sont imaginées.

La nation ne fut pas non plus simplement imposée d'en haut ; elle découle des aspirations d'une humanité mise en branle par la modernité – c'est-à-dire par cette révolution universelle dont l'invention

---

**C'est grâce au suffrage universel, aboutissement même de la logique libérale, que les conservateurs et leurs valeurs accédèrent à un pouvoir qu'ils ont gardé jusqu'à nos jours, presque sans interruption.**

---

de l'imprimerie fut le détonateur. La capacité de lire et d'écrire, commune à tous les êtres humains, donne à ceux-ci les moyens d'interroger le monde dans lequel ils évoluent et la possibilité de s'élever au-dessus de leur condition. En transférant la souveraineté de Dieu vers l'Homme, les révolutions américaine et française transformèrent pour la première fois les sujets des dynasties royales en citoyens de la nation, égaux et collectivement maîtres de leur destin.

Le nationalisme n'est pas, quant à lui, le stade ultime du principe national. Il est, au sens propre, une réaction à celui-ci. Il puise son origine dans la tentative des élites traditionnelles de s'adapter à cette innovation jugée irréversible, tout en la vidant de son contenu libéral selon la maxime : « Pour que tout reste comme avant, il faut que tout change. » Si la notion de nationalisme ne s'est diffusée qu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, ses bases intellectuelles avaient été posées dès le tournant

du siècle précédent – notamment par des penseurs comme Edmund Burke, Joseph de Maistre ou Johann Gottlieb Fichte. La pensée contre-révolutionnaire part du fait que ce ne sont pas les Hommes qui font les sociétés, mais que ce sont les sociétés qui font les Hommes ; que ces Hommes ne sont pas libres et égaux : la société leur attribue une position dans son ordonnancement ; qu'en conséquence, ils ne sont pas unis par la propriété commune de la souveraineté, mais par l'histoire, les traditions, la langue – voire la race.

Innovation de celles-ci, la nation est également le cadre dans lequel des sociétés en transformation font face aux autres bouleversements de la modernité. Ceux-ci sont bien sûr d'ordre culturel et identitaire, mais pas seulement et pas prioritairement. Ils sont aussi d'ordre politique, économique et social. Les nations se forment à travers le développement et la confrontation de catégories sociales qui n'existent pas en tant que telles dans les sociétés traditionnelles. Analysé de cette manière, le processus national s'est enclenché au Luxembourg bien avant que la question de l'identité nationale ne se pose. Il a été alimenté par les revendications de la bourgeoisie, puis par celles de la classe ouvrière, qui ont amené les autres composantes de la société à prendre position. Il est arrivé à maturité à la veille de la Seconde Guerre mondiale à travers un compromis entre positions libérales, cléricales et socialistes.

---

Vincent Artuso est historien. Il est l'auteur d'une thèse de doctorat sur la collaboration au Luxembourg durant la Seconde Guerre mondiale, soutenue aux universités de Luxembourg et Paris 1. Il travaille actuellement à l'Université du Luxembourg, au sein du projet de recherche PARTIZIP2.

## Naissance d'une contre-élite et projet national

La marque la plus pérenne que laissa l'annexion du Luxembourg à la France révolutionnaire fut l'émergence d'une bourgeoisie francophile, libérale et anticléricale, ambitionnant d'assumer le pouvoir politique.

Après la défaite définitive de Napoléon, le pays fut élevé au rang de Grand-Duché et confié au roi des Pays-Bas, Guillaume I<sup>er</sup>, qui comptait contenir cette contre-élite. C'est pour cette raison que la bourgeoisie luxembourgeoise adhéra à la révolution belge de 1830. Après le compromis de 1839 – qui donna au Grand-Duché ses frontières actuelles – et l'abdication de son père, Guillaume II fit des concessions en octroyant sa première Constitution au pays et en le dotant d'une administration autochtone.

État membre de la Confédération germanique, le Luxembourg fut touché par la révolution de mars 1848, qui permit à la bourgeoisie libérale de s'emparer du pouvoir et d'instaurer un régime parlementaire. Après quoi, cette élite contempla avec méfiance les efforts pour créer un État unitaire allemand, auquel elle aurait immanquablement dû céder certaines des prérogatives qu'elle venait de conquérir. De fait, elle conserva le pouvoir jusqu'au coup d'État réactionnaire de 1856, et ne le recouvra qu'en 1867, à l'issue de la crise franco-prussienne, lorsque l'indépendance formelle du Luxembourg fut reconnue au niveau international.

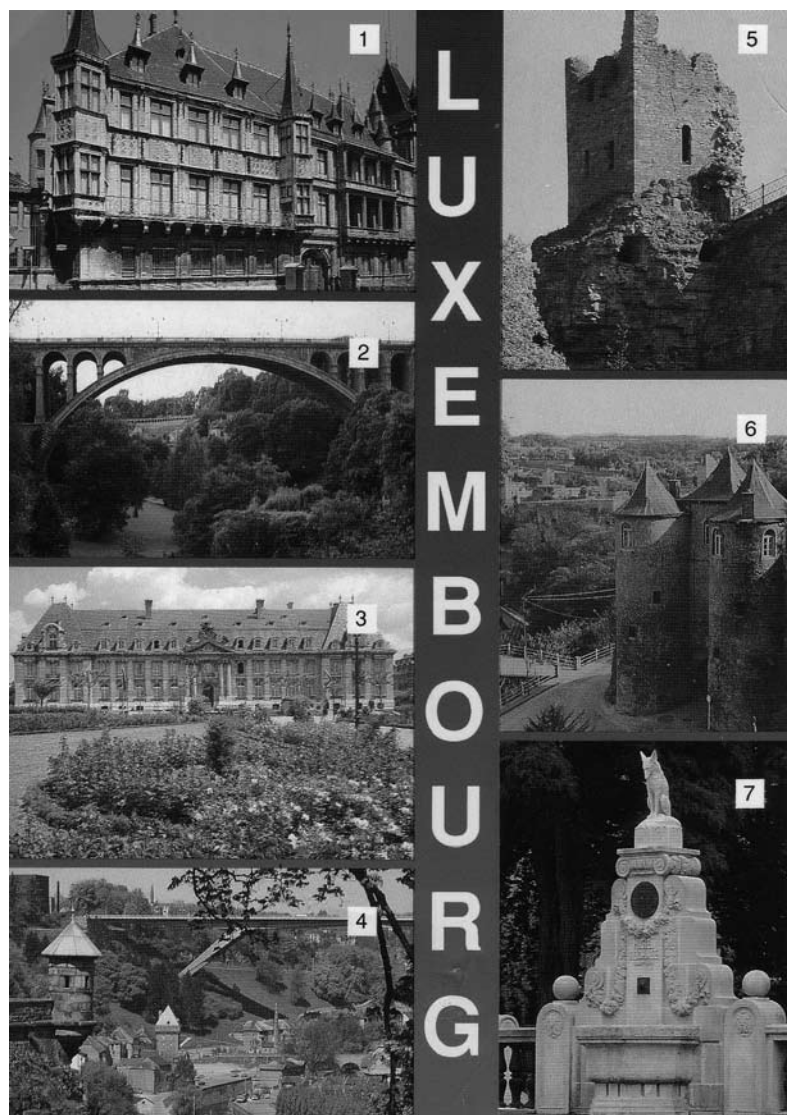
Le gain d'influence de la bourgeoisie libérale eut pour effet de mobiliser les forces conservatrices, notamment l'Église catholique qui s'adapta progressivement au cadre de l'État grand-ducal : en 1840, le Luxembourg fut élevé au rang de vicariat apostolique – premier pas vers l'évêché autonome ; en 1845 fut fondé le grand séminaire. En 1848, l'Église luxembourgeoise milita pour une solution grande-allemande, autour des Habsbourg, dynastie catholique et réactionnaire. La référence à la Grande-Allemagne ne disparut de son discours qu'après la défaite, à Sadowa, de l'Autriche face à la Prusse protestante. À partir de là, elle se concentra sur

ses ouailles et se mit à souligner leur particularisme, en premier lieu leur foi, leur langue et leur attachement à la dynastie.

Le catholicisme politique s'organisa en Parti de la droite – ancêtre du Parti chrétien-social – en 1914. Cette année fut aussi celle où éclata la Première Guerre mondiale, au cours de laquelle le Grand-Duché fut occupé par l'Allemagne. C'est à cette époque que la querelle entre libéraux et conservateurs, régulièrement enflammée par la question scolaire (1881, 1898 et 1912), atteignit son paroxysme. Les libéraux accusèrent la Grande-Duchesse Marie-Adélaïde d'outrepasser les pouvoirs que lui conférait la Constitution en favorisant leurs adversaires cléricaux. À la fin de la guerre, la Grande-Duchesse fut de surcroît accusée par les Alliés d'avoir frater-

nisé avec les Allemands. L'indépendance du pays semblait menacée et, au plus fort de la crise, libéraux et socialistes proclamèrent la République. L'ordre fut rétabli par les troupes françaises, puis il fut décidé de régler le problème par référendum.

Le double référendum de 1919 fut un pas absolument essentiel pour la formation de la nation luxembourgeoise – moins en raison de ses résultats (notamment le maintien de la monarchie) que de l'introduction du suffrage universel. Ce mode de scrutin conféra l'égalité civique à tous les Luxembourgeois adultes et leur confia la souveraineté sur leur pays. De plus, c'est grâce au suffrage universel, aboutissement même de la logique libérale, que les conservateurs et leurs valeurs accédèrent à un pouvoir qu'ils ont gardé jusqu'à nos



jours, presque sans interruption. Cette arrivée au pouvoir des conservateurs selon les règles du jeu du libéralisme mit un terme à la lutte idéologique qui avait été au centre de la vie politique luxembourgeoise pendant presque un siècle. L'introduction du suffrage universel déboucha donc sur une unité nouvelle, véritablement nationale, mais pas tout à fait complète. Elle se fit en effet au détriment de tout un segment de la société.

### **De la lutte des classes au compromis national**

L'industrialisation fut un autre événement fondamental pour le développement de la nation luxembourgeoise. Elle donna d'abord à l'État les moyens matériels de sa survie. Elle fut ensuite à l'origine d'une mutation profonde de la société luxembourgeoise. L'émergence dans le sud du pays d'une population ouvrière, accusée d'attenter au particularisme du pays – d'autant que les étrangers étaient nombreux en son sein –, suscita d'emblée la méfiance des cléricaux et de leur électorat rural.

Cette hostilité se cristallisa, entre autres, autour de la question du nombre de députés par circonscription électorale. Jusqu'en 1919, le droit de vote, censitaire, n'était accordé qu'à une minorité de la population du pays. Le nombre de députés par circonscription était en revanche établi en fonction de la population totale, étrangers compris – ce qui favorisait évidemment libéraux et socialistes qui avaient leurs bases dans les régions plus densément peuplées du centre et du sud. Se considérant comme les représentants du pays réel, les cléricaux ne cessèrent de protester contre cette situation. La querelle ne fut réglée qu'avec l'introduction du suffrage universel en 1919. Le maintien de la monarchie à l'issue du référendum fut également présenté comme une victoire du pays réel sur ces ouvriers qui, pour une bonne part, s'étaient prononcés pour la République.

Les ouvriers se retrouvèrent exclus du consensus national, alors même qu'ils commençaient à s'organiser et à gagner en force. L'occupation allemande durant la Première Guerre mondiale avait eu des répercussions catastrophiques sur

leurs conditions de travail et leur pouvoir d'achat. Les premiers syndicats ouvriers virent le jour en 1916 et des grèves éclatèrent l'année suivante. L'agitation perdura jusqu'en 1921, année de la grande grève. Son échec paralysa le mouvement ouvrier pendant une décennie. La multiplication des mouvements sociaux dans les usines, entre 1916 et 1921, et la création d'un Parti communiste en 1920 menèrent à une alliance de la majeure partie de la société luxembourgeoise contre les ouvriers qui, comme nous l'avons vu, s'exprima politiquement par des choix antagonistes aux référendums de 1919. Mais elle eut aussi un corollaire social.

Les ouvriers ne sont pas la seule classe issue de la modernité. Il y a aussi les fonctionnaires et les employés, une petite

---

### **Il n'y a pas de démocratie sans souveraineté populaire et celle-ci n'est pas opérante sans cadre d'application.**

---

bourgeoisie qui tenait à se distancier du prolétariat. Quant à l'État, il ne souhaitait pas voir ces catégories rejoindre le camp des mécontents. Par la loi du 31 octobre 1919, les employés obtinrent ce qui avait été refusé aux ouvriers. Leur durée de travail fut fixée à 8 heures, un congé payé annuel leur fut accordé ainsi que des garanties pour la sécurité de leur emploi. Les fonctionnaires obtinrent de leur côté l'indexation de leurs traitements sur le coût de la vie et un abaissement de l'âge de la retraite. La sécurité de l'emploi leur était déjà acquise.

La crise des années 1930 raviva les revendications ouvrières. Elle déboucha sur trois événements déterminants pour l'intégration des ouvriers dans la nation luxembourgeoise : La préférence donnée aux ouvriers luxembourgeois par rapport aux ouvriers étrangers, l'acceptation des revendications sociales des ouvriers luxembourgeois et la participation au gouvernement du Parti ouvrier.

Revenons au premier point. La législation sur les étrangers prévoyait à cette époque des permis de séjour valables un an, à condition d'avoir un travail. Le départ de

milliers d'étrangers préserva dans un premier temps les emplois de leurs camarades luxembourgeois – ce qui ne signifie pas que ceux-ci n'eurent pas à souffrir de la crise. D'ailleurs, il y eut de nouveaux mouvements sociaux qui, cette fois-ci, permirent aux ouvriers d'arracher des concessions à l'État et au patronat.

En 1936, ils obtinrent non seulement la création d'une instance de négociation entre les syndicats, le patronat et l'État, le Conseil national du travail, mais aussi des augmentations de salaire ; les premières conventions collectives ; l'introduction d'un salaire minimum ; l'indexation de leurs salaires. Enfin, l'année suivante, à l'issue de l'échec du référendum visant à interdire le Parti communiste (la « loi muselière »), le gouvernement cléricol-libéral du conservateur Joseph Bech démissionna. Il fut remplacé en novembre 1937 par un gouvernement d'union nationale dirigé par Pierre Dupong, le chef de file de l'aile sociale du PCS, et dans lequel siégeaient pour la première fois des ministres issus du Parti ouvrier. C'est ce gouvernement qui, en mars 1940, fit adopter la loi sur l'indigénat en vertu de laquelle le droit du sang devint le critère primordial d'accession à la nationalité luxembourgeoise.

C'est donc à la veille de la Seconde Guerre mondiale que le compromis national s'imposa au Luxembourg. Par la suite, cette guerre a été présentée comme l'aboutissement de la construction nationale, parce que des Luxembourgeois sacrifièrent leur vie par attachement à leur dynastie, leur terre, leur langue ou leur sang. Ce discours a eu un effet unificateur certain, mais au fond, il ne reste qu'un discours. L'opposition d'une majorité de Luxembourgeois à l'occupation allemande s'explique aussi par le fait que les nazis, qui leur avaient fait de mirobolantes promesses liées à leur intégration à la race des seigneurs, ne leur apportèrent finalement que la guerre et un abaissement dramatique de leur niveau de vie. Ils se rappelèrent alors que l'État-nation luxembourgeois leur avait apporté la paix et plus de prospérité.

### **La crise du cadre national**

La nation luxembourgeoise, syncrétisme d'idées libérales, cléricales et socialistes,



s'est constituée, de la fin des années 1930 aux années 2000, autour d'éléments disparates :

- Un territoire national, aux frontières inchangées depuis 1839, à l'intérieur duquel, grâce à l'extension des droits civiques, les différentes composantes de la population ont pu défendre leurs intérêts.
- Une dynastie nationale garante, symboliquement et en droit, de la souveraineté.
- Une Église nationale liée à l'État et financée par celui-ci.
- La langue luxembourgeoise, élevée au rang de langue nationale en 1984.
- Une citoyenneté basée sur le droit du sang. La limitation du corps civique étant censée préserver le particularisme ainsi que la langue et agir comme protection en cas de crise économique.
- Le trilinguisme, perçu comme une particularité et un enrichissement.
- Une mission autoproclamée de médiateur entre la France et l'Allemagne, puis de chantre de la construction européenne, qui a permis au Luxembourg d'avoir un rayonnement international sans rapport avec sa taille.
- Une économie à très haute valeur ajoutée, tournée vers les marchés extérieurs, dont le moteur a été l'industrie lourde jusqu'aux années 1970 et le secteur bancaire depuis. Ses performances, source de fierté, ont procuré aux Luxembourgeois l'un des niveaux de vie les plus élevés de la planète par un haut niveau des salaires et une redistribution des richesses assumée par :
- Un État-providence, né dans l'entre-

deux-guerres et considérablement étendu après la Libération, qui a notamment su protéger les Luxembourgeois des contre-coups de la crise sidérurgique des années 1970.

À l'heure actuelle, la plupart de ces éléments sont menacés, en particulier ceux de nature culturelle et identitaire : la dynastie a été mise à mal, notamment à l'occasion de la légalisation de l'euthanasie ; l'Église est fragilisée par la déchristianisation massive de la société ; la pratique de la langue luxembourgeoise et la citoyenneté basée sur le droit du sang sont confrontées aux défis posés par une très forte immigration. L'État-nation est néanmoins encore capable de gérer les mutations d'une société qui se laïcise et se diversifie, comme le montrent la réforme de 2008 qui facilite l'obtention de la nationalité luxembourgeoise ou celle de 2009 qui, en réduisant les pouvoirs du Grand-Duc, a stabilisé la monarchie.

Plus inquiétante est la réduction progressive du niveau de protection de l'État-providence, dans une logique d'austérité de plus en plus assumée. Or, il est tentant d'émettre l'hypothèse selon laquelle c'est cette protection qui a, jusqu'alors, entravé le développement chez nous d'une extrême droite qui a le vent en poupe partout ailleurs en Europe. L'État luxembourgeois ne protège pas seulement les habitants du pays en redistribuant les richesses sous la forme d'avantages sociaux,

il le fait aussi en employant directement un grand nombre de ses citoyens. L'accès privilégié des citoyens luxembourgeois aux emplois protégés du secteur public les a préservés, depuis une vingtaine d'années, de la concurrence d'un nombre sans cesse croissant d'étrangers résidents et de frontaliers dans le secteur privé. Cet abri a été plébiscité puisque, entre 1995 et 2008, la part de la population active luxembourgeoise employée dans la fonction publique est passée de 36,6 à 42,3 %. Il n'est pas inenvisageable qu'une réduction du nombre d'emplois publics n'accroisse les tensions entre Luxembourgeois et étrangers.

Mais le plus grave danger est ailleurs et dépasse largement le Luxembourg, il s'agit de la crise de la démocratie. Il n'y a pas de démocratie sans souveraineté populaire et celle-ci n'est pas opérante sans cadre d'application. Or celui-ci est complètement dépassé par une mondialisation qui nie la politique au profit de l'économie. La prérogative des citoyens des nations de disposer d'eux-mêmes s'efface progressivement devant « la pression des marchés ». L'Union européenne, telle qu'elle existe actuellement, contribue aussi pleinement à cette décadence de la démocratie, puisque ses instances dirigeantes n'ont pas directement de comptes à rendre à des représentants élus au suffrage universel. De plus, le droit européen prime sur les droits nationaux qui, eux, trouvent leurs sources dans les parlements. Le résultat est que, en retour, le taux d'abstention, en particulier aux élections européennes, ne cesse de battre des records à travers le continent.

Cette situation laisse entrevoir trois scénarios pour l'avenir : une continuation de la construction européenne dans un cadre démocratique de plus en plus limité, voire carrément autoritaire ; un éclatement de l'Europe sous la pression des nationalismes ; une extension à l'ensemble de l'Union du principe national, c'est-à-dire de la souveraineté de l'ensemble de ses habitants, citoyens libres et égaux. Dans ce dernier cas de figure, pour pousser encore plus loin l'utopie, l'Europe pourrait être un pas supplémentaire vers une nation mondiale. Ce n'est d'ailleurs que dans un tel cadre que la notion de « citoyen du monde », qui pour l'instant n'est que pur marketing, aurait un sens réel. ♦